



HAL
open science

**Andreotti (Alberta), Le Galès (Patrick),
Moreno-Fuentes (Francisco Javier), Un monde à la
carte. Les villes européennes des cadres supérieurs.
Paris, Presses universitaires de France, 2016, 359 p.**

François Dubet

► **To cite this version:**

François Dubet. Andreotti (Alberta), Le Galès (Patrick), Moreno-Fuentes (Francisco Javier), Un monde à la carte. Les villes européennes des cadres supérieurs. Paris, Presses universitaires de France, 2016, 359 p.. Revue française de sociologie, 2018, 59 (2), pp.328-331. halshs-02493281

HAL Id: halshs-02493281

<https://shs.hal.science/halshs-02493281>

Submitted on 18 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les livres : Andreotti Alberta, Le Galès Patrick, Moreno-Fuentes Francisco Javier, *Un monde à la carte. Les villes européennes des cadres supérieurs*, Paris, Presses universitaires de France, 2016, 359 p. dans *Revue française de sociologie*, 59(2), 2018

François Dubet

Université de Bordeaux Centre Émile Durkheim – EHESS

Sous l'effet de la mondialisation, de l'ouverture des marchés, de la mobilité des populations, du poids des grandes entreprises transnationales, du libéralisme et du néolibéralisme, la structure sociale des sociétés industrielles a été bouleversée. On ne compte plus les analyses sociologiques qui mettent en évidence un nouveau clivage opposant les mobiles connectés aux enracinés, ceux qui gagnent dans la mondialisation à ceux qui y perdent parce qu'ils sont immobiles, faiblement connectés et « cloués sur place ». Cette mutation serait particulièrement nette pour ce qui est des élites. Alors que les vieilles bourgeoisies étaient enracinées dans leur nation, leur État, leur ville, leurs réseaux locaux et leur culture, les nouvelles élites cosmopolites seraient détachées de ces cadres et pratiqueraient l'*exit*. Ces nouveaux « barbares » participeraient d'une société transnationale. Se déplaçant au gré de leurs intérêts économiques et professionnels, ils se détacheraient des villes, des régions et des pays dont ils utiliseraient les charmes et les services sans pour autant rendre aux sociétés ce qu'elles leur donnent. Cette dénonciation, fort ancienne, du cosmopolitisme des élites transnationales ayant retrouvé une certaine vigueur dans les rhétoriques critiques des dégâts de la mondialisation, il importait d'en tester la consistance dans quelques pays d'Europe.

Les cadres supérieurs des grandes entreprises et de la haute fonction publique forment-ils une nouvelle classe dirigeante transnationale ou restent-ils enracinés dans les villes, les régions et les pays où ils vivent ? Pour répondre à cette question, A. Andreotti, P. Le Galès et F. J. Moreno-Fuentes ont construit un dispositif de recherche visant à décrire la manière dont les cadres supérieurs habitent les villes où ils travaillent, participent à la vie sociale locale, usent des services, tissent des relations, se déplacent dans d'autres pays, etc. Les chercheurs ont constitué un échantillon de 480 personnes interrogées dans trois pays, la France, l'Espagne et l'Italie, et dans quatre villes, Lyon, Paris, Madrid et Milan. Dans chacune de ces villes, les chercheurs ont isolé quatre ensembles urbains : deux quartiers centraux et deux quartiers de banlieue, eux-mêmes subdivisés en quartiers homogènes et en quartiers socialement mixtes. Ce dispositif de recherche permet de croiser plusieurs axes et plusieurs échelles de

comparaison entre les pays, entre les villes et entre les quartiers. L'ampleur du matériau recueilli et la qualité des entretiens donnent au lecteur un accès facile aux données grâce à des tableaux synthétiques parfaitement lisibles et à de nombreux *verbatim*.

S'il est un point relativement commun entre ces cadres supérieurs, c'est sans doute leur vision de la mondialisation. Ils se perçoivent comme une élite modernisatrice dans un monde appelant la mobilité et la connexion des acteurs dirigeants. Ils se perçoivent aussi comme des pionniers dans des sociétés bloquées qui doivent réformer leur marché du travail et leur système éducatif. Plus libéraux à Madrid et à Milan qu'à Lyon et à Paris, ils ne sont cependant pas néolibéraux et pensent que les États-providence doivent être préservés au prix de quelques réformes. Leurs choix politiques se répartissent entre la droite et la gauche. Plus souvent à droite en banlieue, ils s'intéressent à la vie politique mais ne s'engagent guère. Libéraux, les cadres le sont aussi en matière culturelle en étant plutôt favorables à l'immigration et aux droits des minorités sexuelles, bien que l'influence catholique conservatrice soit sensible dans les banlieues lyonnaises « chics ». Les cadres se vivent comme une élite cosmopolite dans la mesure où ils sont favorables à l'Europe, ont des amis à l'étranger, mettent en avant leur expérience internationale, veulent que leurs enfants apprennent l'anglais et fassent leurs études supérieures à l'étranger. Au prix de quelques raccourcis, il est clair que cette classe sociale partage l'*ethos* commun d'une élite cosmopolite et modernisatrice.

Pour autant, contrairement à beaucoup de clichés et aux valeurs mêmes de ce groupe, les cadres supérieurs interrogés dans cette enquête ne pratiquent pas l'exit total qu'on prête aux « sauvages » profiteurs et déracinés. La thèse centrale d'*Un monde à la carte* souligne que les cadres ne pratiquent qu'un *exit partiel*. En fait, les cadres sont beaucoup plus enracinés dans la ville que ne le suppose la thèse de l'exit cosmopolite. Après des séjours à l'étranger, surtout en Europe, indispensables à leur carrière, la plupart d'entre eux reviennent dans la région et dans la ville où réside leur famille et, souvent, où ils ont fait leurs études. Ils ont parfois hérité d'un appartement, leur famille les aide quand les enfants sont jeunes, les carrières des conjoints limitent les mobilités. Beaucoup ont le désir d'élever leurs enfants dans un cadre familial, parfois dans les établissements scolaires qu'ils ont eux-mêmes connus. Que les quartiers de résidence choisis soient homogènes ou socialement mixtes, les cadres maîtrisent leur environnement et recherchent une « zone de confort » tenant à un usage sélectif des services publics, notamment de l'école, des opportunités de loisir, des facilités de déplacement. S'ils recherchent un certain entre-soi social, ils ne s'engagent pas beaucoup dans

des relations de voisinage ; ils recherchent des « bons voisins » mais ils ne les fréquentent guère. Bien sûr, il existe des différences entre les quatre villes étudiées, mais on peut considérer que tous les cadres déploient des stratégies d'enracinement maîtrisées. Les cadres étudiés ont des amis de même niveau qu'eux, voire de niveau plus élevé ; les autres sont simplement des « connaissances », pas des amis. Les amis vivent souvent ailleurs ou à l'étranger, mais la dispersion spatiale est compensée par une forte homogénéité sociale. À côté de ces choix électifs, les liens les plus forts restent ceux de la famille ; c'est d'abord sur elle que l'on compte en cas de besoin.

Qu'en est-il de la mobilité si fortement valorisée par les cadres ? Si tous les cadres sont engagés dans une mobilité virtuelle intense, la mobilité physique, le fait de s'installer dans un autre pays avec ou sans sa famille reste nettement plus limité aux cadres dirigeants. La mobilité existe souvent en début de carrière et ne se maintient que dans les groupes internationaux où elle est impérative, comme dans les grands groupes de travaux publics. Ceux qui bougent restent en Europe, vont plus rarement en Amérique du Nord, et plus rarement encore dans le reste du monde. Il semble que les cadres espagnols, français et italiens se distinguent fortement sur ce point des cadres britanniques, qui bougent aisément dans le vaste monde et assez peu vers l'Europe continentale. Afin de synthétiser leurs données, les chercheurs ont construit un indice transnational et un indice d'enracinement. L'indice transnational mesure les séjours et les voyages à l'étranger, l'usage d'une langue étrangère, etc. En la matière, les Madrilènes, les Milanais et les Parisiens sont plus mobiles que les Lyonnais. L'indice d'enracinement agrège le lieu de naissance, la durée d'installation dans le quartier, les usages des services publics... Les plus enracinés sont les Milanais, suivis des Madrilènes, des Parisiens et des Lyonnais. Le tableau de la page 254 croise ces deux indices dans les quatre villes ; il montre surtout que, dans tous les cas, le couple formé par un score élevé de transnationalisation et un score faible d'enracinement est extrêmement minoritaire. La grande majorité des cadres obtient un score moyen ou faible de transnationalisation et un score moyen ou élevé d'enracinement. Nous sommes donc très éloignés de l'image d'une classe sociale mobile et déracinée, puisque cette configuration, celle de l'exit total, culmine à 4,9 % parmi les cadres madrilènes.

Bien que les cadres soient souvent moins mobiles que ce que supposent les images d'une nouvelle classe cosmopolite détachée des enracinements urbains et nationaux, ils restent très attachés aux valeurs de la mobilité, comme le montrent leurs préoccupations éducatives. Non

seulement ils choisissent les meilleurs établissements afin que leurs enfants acquièrent les diplômes qui assureront leur accès aux mêmes positions sociales que celles de leurs parents, mais ils valorisent l'apprentissage précoce de l'anglais et d'autres langues, ils multiplient les séjours linguistiques et les voyages à l'étranger afin que leurs enfants soient mobiles et ne répugnent pas à s'installer ailleurs. Tous critiquent les systèmes d'enseignement nationaux, trop fermés à leurs yeux ; à Milan, ils choisissent parfois des écoles anglophones. Bref, ils préparent leurs enfants à être plus mobiles qu'eux-mêmes.

En définitive, le portrait de cette nouvelle classe est relativement nuancé. La valorisation et l'expérience de la mobilité transnationale restent largement européennes, ce qui explique sans doute une vision tempérée de la mondialisation : elle exige de bouger, de réformer et d'ouvrir les sociétés, mais elle ne suppose pas d'adhérer à la brutalité néolibérale. Sans doute bouge-t-on professionnellement, mais ni trop loin, ni trop longtemps, afin de revenir « chez soi ». À bien des égards, cette nouvelle classe ressemble encore à la « vieille » bourgeoisie urbaine par l'attachement à la famille, le goût de l'entre soi, la maîtrise des relations aux autres et la recherche des stratégies les plus efficaces de reproduction sociale. Au fond, ces cadres sont une élite modernisatrice, et qui a conscience de l'être, mais ils ne sont pas « désencastrés » des sociétés dans lesquelles ils vivent.

En s'appuyant sur une enquête exemplaire, la force et l'intérêt d'*Un monde à la carte* est donc de proposer un portrait complexe et nuancé d'une nouvelle classe sociale fort éloigné des clichés communément attribués aux nouvelles élites libérales. On peut même être un peu déçu par les aspects « bourgeois » de cette classe sociale, qui partage pourtant suffisamment de traits communs pour être tenue pour une classe sociale. Il a fallu beaucoup de constance et de sérieux aux sociologues pour tenir le cap de cette image nuancée et subtile qui peut avoir moins d'écho que les dénonciations des riches et des élites déracinées qui sont aujourd'hui dans l'air du temps.

Toute sociologie comparative s'expose à une critique inévitable et un peu vaine relative au cadre même de la comparaison. Alors qu'une grande partie de la littérature sociologique consacrée à la « classe de service » est anglo-saxonne et plus encore britannique, pourquoi ne pas avoir inclus la Grande-Bretagne, pays plus libéral, plus ouvert au monde et plus « financiarisé » que ne le sont la France, l'Espagne et l'Italie ? Peut-être aurions-nous pu bénéficier de contrastes plus marqués et inscrire la comparaison dans des typologies désormais classiques des types de capitalismes et d'États-providence. Mais on nous répondra

à bon droit qu'une comparaison ne doit pas hypertrophier les différences pour rester pertinente.

Une part des réserves que nous pourrions avoir sur le cadre même de la comparaison est aussi levée par la qualité et la précision de la culture sociologique mobilisée dans *Un monde à la carte*. La construction de la recherche, mais aussi l'analyse des données sont sans cesse situées dans le cadre des théories (notamment celles de John Goldthorpe et de Mike Savage) et des débats relatifs à la nature de cette nouvelle classe issue de la mondialisation. Quant à la sociologie urbaine, elle est très fortement mobilisée tout au long d'un livre savant qui nous apprend beaucoup plus que les seules données de la recherche.

Il reste qu'une classe sociale n'est pas seulement définie par sa conscience, ses valeurs et ses modes de vie. Il n'est pas nécessaire d'être un marxiste rigoureux pour rappeler qu'une classe est aussi définie par son travail, par son pouvoir d'organiser le travail, par sa capacité à peser sur les choix économiques, sur l'investissement et la redistribution. Et c'est peut-être là, dans le travail, autant que dans la consommation, l'enracinement social et la mobilisation des capitaux culturels et sociaux, que se dessinent le visage et l'*ethos* d'une classe sociale. On attend donc que cette recherche s'élargisse, mais sur le travail des cadres cette fois.